

LES SPÉCIALISTES LE RECOMMANDENT

Le calendrier vaccinal doit être revu

*Pour l'année 2012, plus de 2 milliards de dinars seront consacrés au programme national de vaccination, selon le ministère de la Santé, budget qui a été doublé en une année. Pour la Société algérienne de pédiatrie, ces investissements importants sont nécessaires d'autant qu'elle a plaidé hier pour une adaptation du calendrier national à la situation épidémiologique et aux recommandations de l'OMS.*

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les membres de la Société algérienne de pédiatrie ont appelé, de ce fait, les autorités sanitaires à revoir le calendrier vaccinal qui doit au fur et à mesure, selon les spécialistes, s'adapter aux changements que connaît la situation épidémiologique au niveau du territoire national mais aussi aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé sur cette question. Une journée parlementaire a été orga-

nisée, hier, à l'initiative de la commission santé de l'APN sur le thème de l'optimisation du calendrier vaccinal.

Les experts présents ont mis l'accent sur la nécessité de moderniser et d'adapter le programme de vaccination en vue d'éradiquer certaines maladies. Selon les statistiques de l'OMS, les vaccinations sauvent plus de 2,5 millions de vies à travers le monde. En Algérie, l'objectif étant de maintenir une couverture vac-

nale à un taux de 95%, selon M. Mesbah représentant du ministère de la Santé.

Il s'agit ainsi d'éviter les pénuries de vaccin qui, pourtant, continuent de pénaliser les bénéficiaires. Ceci, d'autant que selon les spécialistes, toute baisse de la couverture vaccinale est automatiquement suivie d'épidémies, selon le représentant du ministère de la Santé.

«Malgré tous ces efforts, nous n'avons pas encore obtenu la certification de l'éradication de la poliomyélite et nous n'avons pas réussi à obtenir l'élimination de la rougeole», a déclaré le professeur A. Laraba, notant en outre que de nouveaux vaccins doivent être introduits dont le vaccin contre le pneumocoque responsable de

méningites et le vaccin antioque-lucheux acellulaire indispensable pour vacciner les sujets de plus de 5 ans, ceci d'autant que le vaccin utilisé actuellement en Algérie ne peut être utilisé pour les enfants de plus de cinq ans.

Il s'agit aussi du vaccin antipolio injectable, indispensable lors de la phase finale d'éradication de la poliomyélite dans laquelle entre l'Algérie ainsi que du vaccin contre la rubéole qui pourrait être couplé au vaccin antirougeoleux. Ceci d'autant que certains de ces vaccins ont été déjà introduits dans des pays du Maghreb. Toutefois, les spécialistes présents mettront l'accent sur les questions de budgets qui continuent d'être un obstacle majeur à l'introduction de nouveaux vaccins. Pour sa part, la

Société algérienne de pédiatrie, et pour prendre en charge ces questions, propose la mise en place d'un comité technique national des vaccinations pluridisciplinaires. Ces derniers seraient composés, selon les intervenants de pédiatres, infectiologistes, épidémiologistes, microbiologistes ainsi que de représentants de l'Institut national de la santé publique et de la direction de la santé dépendant de la tutelle. Ce comité aura pour rôle d'optimiser le futur calendrier national de vaccination et d'adopter ou non de nouveaux vaccins en tenant compte de l'épidémiologie, des données de surveillance des vaccins et des recommandations de l'OMS en matière d'élimination des maladies.

F-Z. B.

RACHID BENAÏSSA :

«Nous avons réconcilié les paysans avec leur campagne»

*Hier, au micro de Ghania Kobbi de la Chaîne internationale de la Radio algérienne, animatrice de l'émission Mouachirate iqtissadia (indicateurs économiques), le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, a fait le bilan de la politique dite de «renouveau agricole et rural». Que du positif...*

Le ministre a ainsi souligné les objectifs de cette politique qui s'inscrit, rappelle-t-il, en droite ligne de celle de la réconciliation nationale. Le but étant de réconcilier les paysans avec la campagne en leur ouvrant des perspectives de développement. Et d'énumérer les actions accomplies jusqu'ici pour encourager le retour des paysans ayant fui la campagne dans la foulée

de la décennie meurtrière 1990-2000. 500 000 logements ruraux ont été construits dans le cadre du plan quinquennal 2005-2009, précise-t-il, et 700 000 autres sont programmés au titre du programme 2010-2014. Un indicateur, selon le ministre, du retour progressif vers la campagne. C'est que, affirme-t-il, les gens ont changé d'avis et adhèrent de plus en plus au projet de renouveau agricole et rural. «Les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI), instrument de mise en application de cette politique, conçus suivant les spécificités de

chaque zone rurale, ont conscientisé les gens et réussi à les mobiliser et canaliser leurs capacités pour promouvoir leur cadre de vie», a-t-il expliqué. Mais, ajoute-t-il, ce n'est que le début et le chemin à parcourir reste très long. Autre instrument mis en avant par le ministre, la loi sur le foncier agricole, les incitations financières et les facilités administratives, qui, conclut-il, ont rassuré les agriculteurs et renforcé leur attachement à la terre. Dans ce sillage, M. Benaïssa s'est félicité des avancées réalisées. «En matière de sécurité alimentaire, la part de l'Algérien est de 3 500 calories par jour au moment où le minimum requis par l'OMS est de 2 100. Une part qui était de 1 730 à l'indépendance. Et si on compare le nombre d'Algériens en 1962 (9 millions) à celui d'aujourd'hui (près de 37 millions), nous pou-

vons dire que la production agricole a beaucoup évolué. Sachant aussi que 70 % de ces calories proviennent de la production nationale et que nous n'importons qu'à hauteur de 30 % de nos besoins alimentaires», avance-t-il. Ceci de manière générale. Puisque, continue-t-il d'expliquer, nous sommes autosuffisants dans plusieurs filières malgré le fait que nous importons plus de la moitié de nos besoins en lait et en céréales. Encore des chiffres : 66 000 vaches à lait importées entre 2009 et 2011 et 2 600 autres pour le seul mois de janvier 2012.

S'agissant des viandes rouges, le ministre a expliqué la hausse des prix par la baisse de la production des viandes blanches et a insisté sur la nécessité de créer un mécanisme régulant la filière. A cet effet, il a invité les producteurs à s'organiser et

s'est engagé à les accompagner. Et de rappeler les efforts consentis par l'Etat pour aider les éleveurs : «L'Etat subvient à hauteur de 950 DA dans le prix de l'orge par quintal, acheté à 2 500 et cédé à 1 550 DA aux éleveurs et a plafonné le prix des aliments fabriqués à base d'orge à 2 500 DA.»

Il convient enfin de signaler que l'exportation des produits agricoles algériens, soutient le ministre, produits d'une qualité «enviable», pour reprendre le qualificatif qu'il a utilisé, est une autre étape qui n'est pas prioritaire : «S'il y a des produits du terroir qui commencent à pénétrer les marchés étrangers, nous les valorisons, mais dans notre vision, nous devons d'abord satisfaire aux besoins nationaux avant de passer à l'exportation.»

R. N.

ESCROQUÉES PAR UN CONSTRUCTEUR DE BATEAUX DE PÊCHE

Les 56 victimes exigent l'intervention des pouvoirs publics

*Les 56 marins qui ont postulé en 2009, dans le cadre de l'Ansej, pour l'achat de bateaux de pêche, demandent aujourd'hui l'intervention des pouvoirs publics. Le constructeur, qui est depuis mai 2010 en fuite à l'étranger, a, selon les victimes, ramassé un butin de plus de 50 milliards de centimes.*

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Les représentants des 56 marins escroqués par un constructeur de bateaux de pêche, qui était établi à Oran, ont organisé, hier, une conférence de presse au niveau du siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), à Alger, pour lancer

un énième appel de détresse aux pouvoirs publics. Ainsi, après plusieurs démarches infructueuses, ils se sont tournés vers le Comité national des marins pêcheurs (UGCAA) pour faire entendre leurs voix.

Selon le président dudit comité, Houcine Bellout, les victimes, qui

ont tant peiné pour réunir les 10 % de l'apport personnel et la cotisation au Fonds de garanties (FGAR), qui varie entre deux et sept millions de centimes, ont pratiquement frappé à toutes les portes, mais sans succès. Pendant ce temps, le directeur de l'entreprise de construction de bateaux en question demeure en fuite à l'étranger depuis mai 2010, à savoir quelques mois après, une décision de justice suite à une plain-

te collective, et suivant laquelle il était sommé de rembourser les 56 postulants. Ces derniers affirment qu'il a détourné plus de 50 milliards de centimes.

Aujourd'hui, les victimes lancent un appel de détresse aux pouvoirs publics afin d'intervenir pour dénouer la situation. «Nous voulons la poursuite du projet sinon être remboursés», ont-ils clamé.

M. M.

Sortie de promotion de 753 lieutenants de police

Composée de 753 officiers, la septième promotion des lieutenants de police de l'Ecole d'application de Soumaâ (Blida) est sortie, hier, à la faveur d'une cérémonie présidée par le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel. Une promotion qui porte le nombre des cadres formés par cette école, tous grades et spécialités confondus, y compris les personnels issus des pays arabes et africains et les fonctionnaires des diverses administrations nationales (administration pénitentiaire, la Protection civile et les douanes), à 84 000 cadres.

Etaient présents à ladite cérémonie aux côtés du DGSN, Abdelkader Ouali, Mustapha Hebiri, Mohamed Abdou Bouderbala, Mohamed Ouchen et M<sup>me</sup> Saïda Benhabiles, respectivement SG du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, DG de la Protection civile, DG des Douanes algériennes, wali de Blida et présidente de l'Association de la promotion de la femme rurale.

R. N.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ) Condoléances

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de notre collègue et ami, **Mohamed Zaâf**, journaliste chroniqueur au quotidien *Le Jeune Indépendant*, survenu mardi 31 janvier 2012 des suites d'un malaise cardiaque.

En cette douloureuse occasion, l'ensemble des membres du Syndicat national des journalistes s'incline à la mémoire du défunt et tient à présenter ses plus sincères condoléances à sa famille ainsi qu'à l'ensemble de ses collègues du quotidien *Le Jeune Indépendant*.

*A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.*

**P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général Kamel Amarni**

MÉTÉO Fréquentes averses de pluie à partir de jeudi après-midi sur plusieurs wilayas

De fréquentes averses affecteront les régions ouest à partir de cet après-midi et gagneront ultérieurement les régions du Centre et de l'Est en s'intensifiant, a indiqué mercredi l'Office national de la météorologie (ONM), dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les wilayas concernées sont Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem et Relizane.

Le BMS est valable dans ces wilayas du jeudi 2 février à 15h au vendredi 3 février à 15h.

Les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement 40 mm durant la validité, a-t-on précisé.

Les wilayas qui seront touchées sont Chlef, Aïn Defla, Tipasa, Alger, Boumerdès, Blida, Médéa, Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Béjaïa, Jijel et Skikda.

Pour ces régions, la validité est prévue de vendredi 3 février à 6h au dimanche 5 février à 12h au moins, a ajouté la même source.

Les cumuls estimés pour ces régions seront de l'ordre de 70 mm en moyenne durant la durée du bulletin spécial ou dépasseront localement les 120 mm sur Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Jijel, a conclu l'ONM.